

Cinq semaines de manifestations au Panama

Image not found or type unknown



Par María Josefina Arce

Avec de nouvelles fermetures de rues et une grève nationale de 24 heures, la cinquième semaine de manifestations intenses a commencé au Panama pour rejeter la loi 406, qui a donné le feu vert à un contrat minier entre le gouvernement du président Laurentino Cortizo et l'entreprise Minera Panama, considéré comme préjudiciable à la souveraineté nationale.

Cette grève, convoquée par les organisations syndicales, est la deuxième à avoir lieu dans le pays ces derniers jours. Une mesure similaire a eu lieu le 16 novembre.

Plus d'un millier de personnes ont été arrêtées au cours des manifestations massives qui ont débuté à la fin du mois d'octobre et qui sont les plus importantes des trois dernières décennies au Panama.

Les protestations ont éclaté après que le gouvernement et le Congrès, en moins d'une semaine et sans consultation publique suffisante, ont présenté, approuvé et mis en œuvre le contrat passé en loi qui protège les actions de Minera Panama, une filiale de la transnationale canadienne First Quantum.

L'accord prolonge de 20 ans, avec possibilité d'extension, la concession de l'entreprise, qui exploite la plus grande mine d'Amérique centrale, extrayant du cuivre, de l'or, de l'argent et du molybdène, un minerai largement utilisé.

Le gisement est situé dans le corridor biologique méso-américain, une bande de forêt qui traverse l'Amérique centrale et qui, selon les experts, est vitale pour la faune et la flore.

Le conflit autour de cet accord n'est pas nouveau. En 2017, la Cour suprême avait déclaré l'accord initial inconstitutionnel pour n'avoir pas fait l'objet d'un appel d'offres public. La décision est entrée en vigueur quatre ans plus tard.

Le gouvernement de Laurentino Cortizo a alors mené des négociations pendant plusieurs mois avec la compagnie minière pour un nouveau contrat, qui n'a pas eu le soutien des Panaméens dès sa première mouture. Face à la controverse grandissante, certains articles sont retirés, mais l'absence de surveillance environnementale des activités de la mine est maintenue.

Au moins dix actions en justice relatives à l'inconstitutionnalité du contrat de la loi 406 ont été déposées auprès de la Cour suprême de justice. L'organe judiciaire se réunira en session permanente ce jeudi pour prendre une décision sur l'avenir de l'accord.

Entre-temps, les manifestations se poursuivent. Les Panaméens ne veulent pas d'un accord qui pourrait entraîner de graves problèmes environnementaux et sanitaires pour les personnes vivant à proximité de la mine.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/340189-cinq-semaines-de-manifestations-au-panama>



Radio Habana Cuba